

*Revue de la*  
**POLITIQUE  
MONDIALE**

PREMIERE ANNEE, NUMERO 12

\*

BEOGRAD. LE 8 NOVEMBRE 1950

DE L'ONU :

LAKE SUCCESS ET L'EXTRÊME ORIENT  
A PROPOS DE LA DÉFINITION DE  
L'AGRESSEUR

SITUATION ÉCONOMIQUE DES PAYS DE  
L'EUROPE ORIENTALE ET L'UNION  
SOVIÉTIQUE

ORGANISATION DE LA COOPÉRATION  
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE AU CARREFOUR  
DE L'INCERTITUDE

NOS COMMENTAIRES :

FINANCEMENT INTERNATIONALE DES PAYS  
INSUFFISAMMENT DÉVELOPPÉS ET L'ONU  
LE PACTE DE CINQ GRANDES PUISSANCES  
PLAN PLEVEN SUR LES FORCES MILITAIRES  
ALLEMANDES  
ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET LE PLAN SCHUMAN

LETTRE D'ITALIE :

LA SITUATION ACTUELLE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA  
PROPAGANDE :

TOUTES LES MANIÈRES DE «POIGNARDER DE DOS» L'UNION  
SOVIÉTIQUE

REDACTEURS: DOUCHAN TIMOTIEVITCH ET ZDRAVKO PETCHAR

# Revue de la POLITIQUE MONDIALE

LA REVUE A LE CARACTERE D' UNE  
TRIBUNE LIBRE ET PUBLIE LES  
CONSIDERATIONS DES AUTEURS YOU-  
GOSLAVES ET ETRANGERS SUR LES  
DIVERSES QUESTIONS DE POLITIQUE  
INTERNATIONALE

LA REVUE PARAIT DEUX FOIS PAR  
MOIS

EDITEUR:  
L'UNION DES JOURNALISTES  
DE YOUGOSLAVIE

REDACTEURS:  
DOUCHAN TIMOTIEVITCH  
et  
ZDRAVKO PETCHAR

## SOMMAIRE

### Nos commentaires:

LAKE SUCCESS ET L'EXTREME ORIENT . . . . .	Observateur	3
PLAN PLEVEN SUR LES FOR- CES MILITAIRES ALLEMANDES . . . . .		4
LE PACT DE CINQ GRANDES PUISSANCES . . . . .		5
FINANCEMENT INTERNATI- ONAL DES PAYS INSUFFISAM- MENT DEVELOPPES ET L'ONU DE 32% OUTRE 50% . . . . .		6
ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET LE PLAN SCHUMAN . . . . .		7
LE JAPON DEVANT DE NOU- VELLES POSSIBILITES . . . . .		7
UN PHENOMENE NEFASTE . . . . .		8
VICHINSKY ENCORE EN CON- TRADICTION . . . . .		8

### De l'ONU:

A PROPOS DE LA DEFINITION DE L'AGRESSEUR . . . . .	R. B.	9
ORGANISATION DE LA COOPE- RATION ECONOMIQUE EUROPE- ENNE AU CARREFOUR DE L'INCERTITUDE . . . . .	O. A.	11
SITUATION ECONOMIQUE DES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE ET L'UNION SOVIETIQUE . . . . .	M. Veljé	12

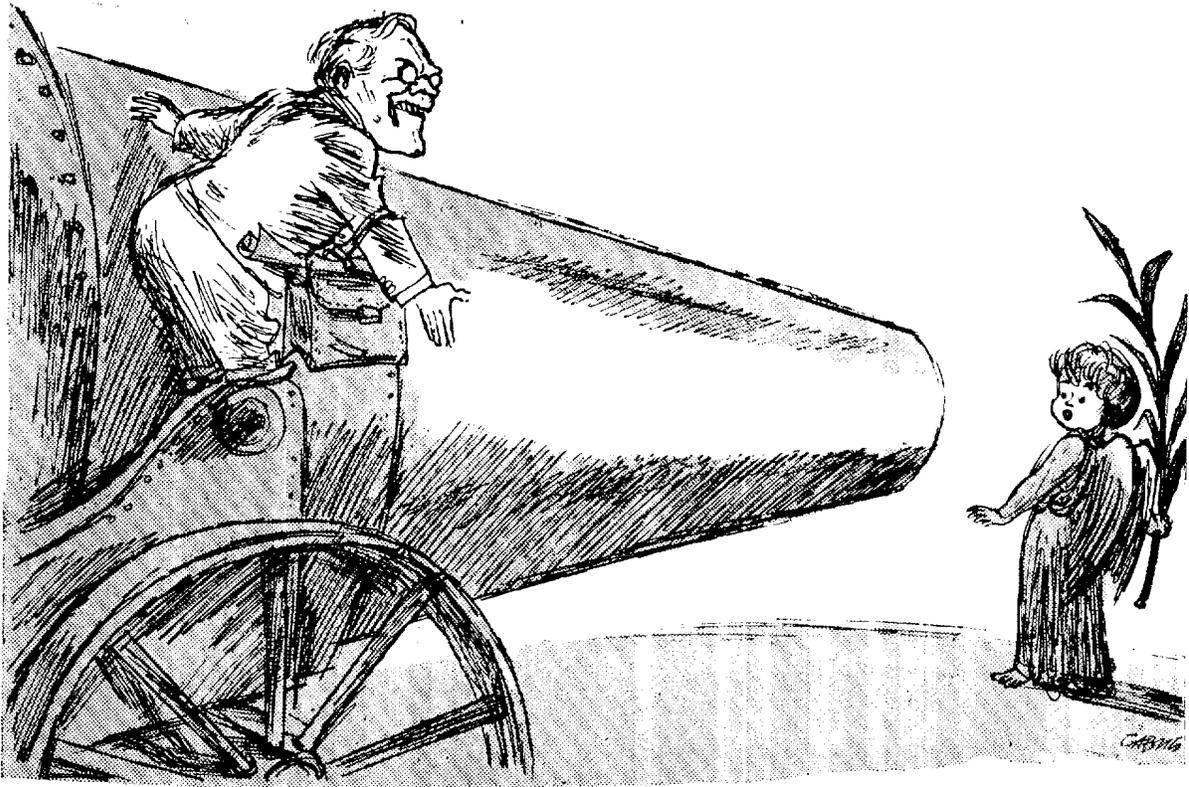
### Une lettre d'Italie:

LA SITUATION ACTUELLE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN . . . . .	F. K.	14
--	-------	----

### A travers le brouillard de la propagande:

TOUTES LES MANIERES DE «POIGNARDER DE DOS» L'UNI- ON SOVIETIQUE . . . . .		15
---	--	----

## HUMANITÉ



— T'EN FAIS PAS, PETIT, CE N'EST PAS UNE BOMBE ATOMIQUE! («Jež» — Beograd)

# Revue de la POLITIQUE MONDIALE

## NOS COMMENTAIRES

### LAKE SUCCESS ET L'EXTREME-ORIENT

LAKE Success et l'Extrême-Orient sont, depuis quelques mois la forge principale des événements mondiaux. Pendant que notre globe terrestre tourne silencieusement autour de ses deux pôles avec une vitesse régulière de 24 heures nécessaires à chaque tour, les événements politiques tournent aussi, mais avec une vitesse inégale, au tour de leurs deux pôles qui servent comme points d'orientation dans la politique internationale.

Les Nations Unies à Lake Success sont mises devant un examen difficile. La marche des événements est parfois si accélérée, que le monde entier éprouve un malaise, comme s'il se trouvait devant un bouleversement qui s'approche. Le danger cependant ne réside uniquement pas dans la tension des relations réciproques des Nations, tension qui est aujourd'hui plus grande qu'elle ne l'a jamais été depuis la guerre; mais, parce que l'Organisation des Nations Unies s'est trouvée à un carrefour: devant elle se présentaient deux chemins: celui de la soumission à la force brutale et aux faits accomplis, et qui a conduit la Société des Nations à sa dégénération complète; et le chemin déjà tracé à San Francisco et qui signifiait la défense collective de la paix, par tous les moyens possibles et à tous prix.

Les Nations Unies ont choisi le chemin répondant à l'esprit de San Francisco et de la Charte; elles ont ainsi gardé leur place dans le monde et leur rôle futur dans les événements internationaux. C'est là,

naturellement, une appréciation tout à fait sommaire des quelques dernières actions de l'ONU, qui ne tient pas compte de certaines mesures concrètes ni des procédés également. Ils méritent une critique sérieuse, car ils amoindrissent le rôle positif des Nations Unies au cours de cette année.

Il ne faut pas oublier que la dégradation des Nations Unies au rôle de spectateur passif, comme le fut la Société des Nations, signifierait pratiquement la fin des Nations Unies et que ce conduirait à la formation de deux blocs, entre lesquels existerait seulement contact sur les lieux de confrontation des intérêts réciproques et cette situation conduirait directement vers une conflagration générale.

C'est invraisemblable, bien que possible que le conflit de Corée se transforme immédiatement en guerre mondiale. Mais c'est aussi évident que le débacle des Nations Unies sous le poids des événements de Corée, ouvrirait largement la voie à une nouvelle guerre mondiale.

Remplissant ainsi son devoir principal, aux moments les plus difficiles après la période de guerre, les Nations Unies se sont vues imposer la tâche de porter remède, autant que possible et dans les plus grandes limites, aux défaillances qui ont eu leur effet en Corée, et d'après cette expérience, tirer des conclusions, qui, à l'avenir, garantiront le plus efficacement et constructivement toute action dans chaque situation.

Si nous considérons, à cette lumière,

le travail de l'Assemblée Générale accompli jusqu'à ce jour, nous constaterons, qu'en réalité deux tendances s'y heurtent. L'une est sur la ligne de l'activité maximum de toutes les Nations membres et le renforcement des forces matérielles qui appuieront leurs résolutions. L'autre tendances émanant de l'URSS se compose d'éléments ayant pour but de rendre le plus difficile possible l'action collective des Nations Unies, c'est-à-dire, qu'à sa place, soit élu un certain comité de tutelle sur les Nations mineures.

La tutelle, d'après ce plan, serait les grandes puissances (les cinq) alors que toutes les autres Nations se verraient transformées en enfants mineurs.

Les Nations Unies ont refuté cette tendance de mettre en vigueur cette méthode soviétique de résoudre les problèmes politiques, méthode qui en réalité n'est autre chose que la mise en action du système de privilèges et l'imposition de sa volonté aux autres, et qui s'est si clairement exprimée dans les tentatives de ravir à la Nation Yougoslave son indépendance si péniblement acquise.

En poussant le peuple coréen dans un sanglant conflit armé, en vertu d'une fausse estimation de la réaction de cette aventure, produite dans le monde, le Gouvernement soviétique a essuyé une lourde défaite politique et perdu son prestige.

La tentative de réaliser dans un secteur défini son programme

## NOS COMMENTAIRES

expansioniste par un fait accompli et en même temps boycotter les Nations Unies, n'a pas réussi.

Le représentant de l'Union Soviétique a été contraint de retourner au Conseil de Sécurité. Au lieu de triompher sur les Nations Unies, les dirigeants russes sont arrivés jusqu'à leur «Kanose».

Cette fausseté et hypocrisie envers les Nations Unies aussi bien que la mise en vigueur de la Charte comme moyens pour les excès démagogiques et l'acrobatie de l'avocat de Vichinsky reposent sur les bases de la proposition répétée par les Russes, sur le soi-disant pacte de cinq grandes puissances. Il faudrait ici faire remarquer la proposition soviétique, répétée plusieurs fois se rapportant au pact des grandes puissances. Ce pacte se trouvait non seulement déjà à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, on l'a retiré de nouveau des archives, mais il renferme la conception fondamentale de la collaboration internationale des dirigeants de Moscou.

De Téhéran par Jalta jusqu'à Postdam, les Russes entre leurs transactions entre eux et les grandes puissances ont regardé l'essentiel des rapports internationaux pour ne pas abuser du mot collaboration. Cependant au cours de la guerre de telles méthodes de résoudre les problèmes difficiles étaient compréhensibles et acceptables comme un mal indispensable, utile et nécessaire. A côté de toutes les conséquences néfastes dans quelques cas concrets il est complètement inacceptable et dangereux comme méthode durable dans la résolution des problèmes internationaux.

L'Organisation des Nations Unies est justement fondée dans le but que la guerre une fois finie elle passe du cadre étroit des conférences de guerre à une large collaboration internationale. De plus, la pratique nous a démontré que quelques unes des questions laissées en suspens afin d'être résolues entre ces grandes puissances devaient venir devant les Nations Unies, telles que, par exemple: la question de Corée, des anciennes colonies italiennes, etc.

Le fait que la délégation soviétique a proposé, à cette séance le pacte des grandes puissances et a essayé après avoir boycotté les

Nations Unies et provoqué et aidé le conflit coréen, de dissoudre les Nations Unies, prouve, non seulement, que le Gouvernement soviétique n'abandonne pas sa politique d'hégémonie, mais aussi qu'il est en même temps obligé de reconnaître l'autorité des Nations Unies.

Nous devons espérer que l'Assemblée Générale, jusqu'à la fin de sa tâche sera fidèle sur certains points à l'ordre du jour, à sa ligne de conduite qui tend au renforcement de l'Organisation et à la rendre ainsi capable de remplir sa mission historique.

D'un - autre côté, les Nations Unies se trouvent devant le sérieux problème de la Corée et en général de l'Extrême-Orient, problème difficile à résoudre. Divers signes et les dernières nouvelles nous montrent que ce problème de l'Extrême-Orient demande des hommes d'Etat, beaucoup de sagesse et de compréhension envers les aspirations des peuples d'Asie.

Il n'y a pas de doute, les Nations Unies auront l'occasion de réaliser pratiquement les résolutions prises à leurs séances de cette année notamment sur ce terrain.

La mise en vigueur de résultats obtenus par les Nations Unies dans l'Extrême-Orient devra confirmer les théories et principes qui se forment à Lake Success.

Seulement, l'accord complet de la théorie et de la pratique rendra possible le succès complet de l'activité des Nations Unies, qui ne consistera pas uniquement dans la sauvegarde et le maintien de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies dans un cas concret, mais dans l'affermissement de la paix

OBSERVATEUR

### Plan Pleven sur les forces militaires allemandes

**A** PRES l'accord réalisé entre les trois grandes puissances occidentales et au sein du Conseil du Pacte de l'Atlantique du Nord sur le principe de la création d'une «armée internationale pour la défense de l'Europe», ainsi que sur celui de la contribution et de la participation de l'Allemagne occidentale dans les efforts militaires des puissances occidentales, la

question suivante se posa à l'ordre du jour: dans quelle forme, de quelle manière et dans quelles limites devrait être réalisée la participation de l'Allemagne occidentale. Les opinions les plus diverses s'étaient faites jour dans l'opinion publique des pays occidentaux — depuis l'opposition formelle à toute forme de réarmement allemand jusqu'à la mise de l'Allemagne occidentale, au point de vue militaire, sur le pied d'égalité avec les autres partenaires de la sphère occidentale.

Toutes ces conceptions différentes s'étaient manifestées surtout en France, ce qui résulte de la situation spéciale de la France et de la mauvaise expérience qu'elle avait eue avec l'Allemagne. L'attitude de la France qui fut exposée dans la déclaration lue devant le Parlement par le président du conseil M. René Pleven, reflète deux contradictions fondamentales: d'un côté, le désir d'utiliser le potentiel économique et militaire de l'Allemagne occidentale pour l'organisation des «forces de défense» de l'Occident et, de l'autre, les efforts déployés pour assurer à la France rôle que l'Allemagne occidentale, par son potentiel industriel et militaire, pourrait lui ravir dans l'Europe, si l'on lui permettait de participer, plus au moins sur le pied d'égalité, dans les efforts militaires des pays-membres du Pacte de l'Atlantique du Nord.

L'idée contenue dans le plan Pleven, notamment que l'Europe devrait préalablement réaliser son unité et son organisation politiques et qu'elle devrait, au point de vue économique, coordonner ses efforts par l'acceptation du plan Schuman de l'union de l'industrie du charbon et de l'acier, et tant que condition préalable de la participation de l'Allemagne occidentale dans «les efforts militaires communs» des puissances occidentales, démontre que le Gouvernement français s'efforce d'assurer à la France les positions politiques et économiques dans l'Europe, susceptibles de la mettre dans l'avenir à l'abri de toute surprise de la part de son futur partenaire allemand.

La proposition de l'incorporation des petites unités militaires allemandes de 800 à 1.200 hommes

## NOS COMMENTAIRES

chacune, qui, sous le commandement non-allemand, devraient être incorporées dans des unités tactiques plus importantes, représente une mesure de garantie contre la possibilité de l'indépendance militaire allemande, ce qui était surtout destiné à apaiser les appréhensions des masses populaires françaises devant la renaissance du militarisme allemand.

Ces questions sont devenues aujourd'hui objet de discussion entre les puissances occidentales. Il faut remarquer que le point de vue soutenu par les Etats-Unis, auquel la Grande Bretagne s'était associée, diffère du point de vue français exposé plus haut, surtout en ce qui concerne le projet du Gouvernement français sur la création des unités militaires allemandes «atomisées» dans le cadre de l'armée européenne. Notamment, les Etats-Unis considèrent qu'il faut permettre la création des divisions allemandes qui, sous le commandement allemand, devraient être incorporées dans l'armée européenne ainsi dénommée. Cette attitude des Etats-Unis s'explique par le fait qu'à l'heure actuelle les Etats-Unis se préoccupent beaucoup moins des intérêts particuliers des pays intéressés que de l'affermissement de l'Europe occidentale et du territoire de l'Atlantique du Nord au point de vue militaire.

La conférence des ministres des Affaires Etrangères de l'Europe orientale, tenue récemment à Prague, ainsi que la résolution qui y fut adoptée, cherchent à empêcher, en s'adressant en premier lieu au peuple allemand, la réalisation des plans mentionnés plus haut que les puissances occidentales avaient dressés. D'autre part, il fallait rejeter la responsabilité, résultant des mesures ultérieures dans le sens de l'affirmation militaire et autre de l'état de l'Allemagne orientale. L'appel de la conférence de Prague, préconisant la création d'une Allemagne unifiée, contre la militarisation et le relèvement de l'industrie de guerre de l'Allemagne occidentale etc., sonne faux devant le fait notoire qu'en réalité les unités militaires allemandes sont créées sous l'aspect de la police de l'Allemagne orientale, les usines sidérurgiques énormes, destinées à

satisfaire en premier lieu les besoins militaires, construites sur l'Oder en Allemagne orientale et beaucoup d'autres mesures prises, mesures cherchant, de toute évidence, à séparer définitivement l'Allemagne orientale et à l'incorporer dans le bloc des pays de l'Europe orientale sous la domination de l'URSS.

Il n'y pas de doute que la politique de l'URSS avait largement contribué au développement ayant impliqué les propositions et les mesures en matière du réarmement de l'Allemagne, au développement qui n'a rien de commun avec la nécessité de créer une Allemagne unifiée, pacifique et démocratique, ce qui fut le but poursuivi par les peuples épris de liberté au cours de la Dixième guerre mondiale.

### Le pacte de cinq grandes puissances

LE PACTE des grands — c'est l'idée dominante de politique étrangère de l'Union Soviétique. Ecarter les petits au moment de l'adoption des décisions et marchander avec les grands sur le compte des petits. L'exemple de la Yougoslavie d'une façon évidente illustre cette tendance soviétique. Mais, il ne s'agit pas seulement de la Yougoslavie. Connues sont les combinaisons de l'URSS avec la Grèce la Bulgarie, l'Espagne etc. Est-ce que le représentant de l'URSS en 1945 — quand du sort des anciennes colonies italiennes décidaient Etats-Unis Grande Bretagne et URSS — ne proposait-il pas le partage de la Libye en Cyrénaïque et Tripolitaine, de façon que la Cyrénaïque appartienne à la Grande Bretagne et la Tripolitaine à l'Union Soviétique. Est-ce qu'en 1948 Mr. Vichinsky ne proposait-il pas aussi aux grandes puissances le partage de toutes les anciennes colonies italiennes entre Etats-Unis, Grande Bretagne, France et URSS?

Au cours de l'Assemblée Générale de l'année dernière de l'ONU, le chef de la délégation soviétique, Mr. Vichinsky, le 22 septembre 1949, pendant le débat général, avait proposé aux grandes puissances de traiter «le pacte de

consolidation de la paix». On n'est pas arrivé à la signature du pacte, mais on a sacrifié le mouvement libérateur grec comme prix, qui devait montrer la bonne volonté de l'URSS à l'égard des autres grandes puissances.

La situation dans le monde est telle, qu'il est devenu clair aux politiciens des pays occidentaux que le pacte des cinq grandes puissances n'est pas populaire, car les masses pourraient voir en lui la barrière au travail de l'ONU qu'elles estiment comme institution la plus apte pour la solution de tous les problèmes internationaux. Mais l'URSS ne se laisse pas détourner dans ses intentions.

En présentant «la déclaration de l'écartement du danger nouveau de guerre» et de la consolidation de la paix et de la sécurité des peuples au cours des sessions de l'Assemblée Générale de l'ONU le représentant de l'Union Soviétique a de nouveau posé la question du pacte des cinq grandes puissances. Pour l'URSS les forums de l'ONU sont trop larges.

Au moment quand l'URSS mène la politique du partage du monde en sphères d'intérêt, quand elle néglige les intérêts des petits pour satisfaire ses aspirations hégémoniques, le pacte des cinq grandes puissances, sans doute présenterait l'institution pour la soumission des petits. La coopération des grandes puissances est le facteur important dans les relations internationales qui pourrait contribuer le plus au maintien de la paix. Désirent — elles, les grandes puissances, en premier lieu l'URSS, sincèrement la paix. Elles pourraient la bâtir le mieux par l'ONU, par le Conseil de Sécurité de l'ONU — par les forums qui sont pour cela prévus et les plus aptes. — La situation politique dans le monde exige que l'Assemblée Générale, ce forum international le plus large — prenne sur elle des décisions les plus responsables. Diminution de la compétence de l'ONU non seulement parce qu'elle n'est pas populaire, mais aussi néfaste, et le pacte de cinq grandes puissances, comme le propose le représentant de l'URSS menerait à cette diminution et menacerait de se tourner en instrument des grandes puissances aux dépens des petits.

## NOS COMMENTAIRES

**Financement international des pays insuffisamment développés et l'ONU**

**A**U COURS de la discussion menée déjà depuis un mois au sein du Comité économique de l'Assemblée Générale sur l'aide économique aux pays insuffisamment développés, deux tendances fondamentales se sont fait jour. Les pays d'où cette aide devrait émaner en premier lieu, voient la solution de ce problème principalement dans des investissements privés et proposent que les pays peu développés prennent des mesures pour attirer le capital étranger. Ils envisagent une action internationale principalement en ce qui concerne l'aide technique à ces pays. Dans le cas où cette aide économique viendrait des Gouvernements de certains pays, ils sont d'avis qu'elle devrait se dérouler sous forme d'accords bilatéraux et non pas par l'intermédiaire des organisations internationales. D'autre part les autres pays, en premier lieu ceux qui ont besoin de cette aide, défendent la thèse que ce n'est que par l'intermédiaire des organisations internationales et par un financement public international que cette aide peut être efficacement donnée, pour éviter le danger d'immixtion de l'investisseur dans les affaires intérieures des pays bénéficiant de cette aide. Ils estiment que cette aide ne doit pas se baser sur le principe de la rentabilité immédiate des différents investissements, mais sur la base de la rentabilité de toute l'économie nationale du pays en question, sur la base de l'influence favorable de ces investissements sur le développement économique général du pays et sur sa prospérité. Les représentants des pays intéressés soulignent, à juste titre, que le financement privé se trouve en état de crise et qu'il ne pourrait pas, même si ce n'était pas le cas, remplir la tâche posée, parce que les investisseurs privés s'intéressent, en premier lieu, à la rentabilité immédiate de leurs investissements et fort peu, ou point du tout, au développement économique du pays tout entier.

Il est intéressant que la majorité des délégués au Comité économique s'est déclarée pour cette dernière

thèse. C'est ainsi que le représentant du Pakistan a proposé la formation d'une banque des Nations Unies qui avancerait aux pays insuffisamment développés les fonds nécessaires pour financer leurs projets dans les domaines du transport, de l'énergie électrique, des télécommunications, de la santé, de l'instruction etc. La délégation yougoslave, de son côté, plaide, dans sa proposition, pour la fondation d'une organisation internationale semblable à l'UNRRA qui assurerait la collecte et la distribution des moyens financiers rassemblés en vue du développement économique des pays arriérés. Cette proposition tient compte des opinions énoncées au cours de la discussion et se base sur l'expérience acquise au cours de la pratique internationale et que dit que le développement rapide et efficace des pays peu développés n'est possible que s'ils bénéficient d'une aide de l'étranger qui n'est liée à aucune sorte de condition qui serait en désaccord avec l'indépendance nationale de ces pays.

La décision concernant cette question doit être bientôt apportée. Il est évident qu'en apportant une décision conforme à cette proposition, les Nations Unies feraient un grand pas en avant dans le sens de l'écartement de toute une série de points sensibles existant dans le monde et qui représentent aujourd'hui une source d'instabilité et de danger de conflits nouveaux. Peut-être que c'est justement la raison de l'attitude de la délégation de l'URSS à l'égard de cette question. Le délégué soviétique Arutiunian, secondé par les autres délégués des pays de l'Est européen, a concentré toute son activité à parler de l'aide désintéressée que l'URSS accorde à la Chine et à la Mongolie et à gêner et faire traîner la discussion, ne faisant aucune proposition concrète et évitant de répondre à la question si l'URSS s'associera à cette action de l'ONU.

Or, la solution correcte de cette question serait, sans égard à l'attitude de l'URSS, une nouvelle preuve de l'efficacité de la coopération internationale au moyen de l'ONU et une contribution importante à la cause de la paix mondiale.

**De 32% outre 50%**

**L'**AGENCE télégraphique officielle de la Pologne vient de publier les données statistiques sur le commerce extérieur polonais en 1949. Il en ressort, selon ces données, qu'en 1949 la Pologne a effectué un échange commercial s'élevant à un total de 4.952 millions de roubles, c'est-à-dire 1.238 millions de dollars, les roubles étant supputées en dollars d'après le dernier cours d'échange. L'Union Soviétique a participé dans ce commerce pour un montant de 400 millions de dollars ou 32%, tandis que la part des pays de l'Europe orientale s'élevant à 160 millions de dollars ou 13%.

La même agence a publié aussi les données statistiques visant le commerce extérieur de la Pologne au cours des neuf premiers mois de 1950. Ces données nous indiquent une augmentation du commerce polonais avec l'URSS de 71%. Si nous prenons que le pourcentage ainsi accru sera maintenu jusqu'à la fin de cette année (tout donne à croire qu'il s'élèvera plutôt) il en résulte, alors, que l'Union Soviétique participera, cette année-ci dans le commerce extérieur de la Pologne pour plus de 50% de son commerce total. Ce pourcentage si élevé nous démontre clairement la position de monopole dont l'Union Soviétique jouit dans l'échange commercial de la Pologne avec l'étranger. Une si grande augmentation de l'orientation de la politique du commerce extérieur polonais et causée non seulement par le fait que l'Union Soviétique consomme de plus grandes quantités de produits polonais pour ses propres besoins, mais aussi parce que l'Union Soviétique achète les plus grandes quantités de produits polonais pour leurs réexportation dans les autres pays. Ce deuxième travail de l'Union Soviétique visant le commerce extérieur de la Pologne s'est le mieux manifesté dans le fait que les produits chimiques et les produits laminés présentent des positions très importantes dans la structure de l'exportation polonaise en Union Soviétique. A savoir que ce sont les deux principales positions d'exportation qui figurent dans tous les traités que l'Union Soviétique conclut avec les pays de l'Europe orientale et les autres pays qui lui sont soumis.

## NOS COMMENTAIRES

## L'Allemagne occidentale et le Plan Schuman

CERTAINES déclarations récentes ont fait sortir la question de la réalisation du plan Schuman, ayant pour objet le contrôle de l'industrie du charbon et de l'acier de l'Europe occidentale, de l'ombre où elle se trouvait pendant un certain temps pour en faire de nouveau l'objet de commentaires animés de l'opinion publique mondiale. Il s'agit des déclarations faites récemment par le dr Lehr, un des magnats de l'industrie sidérurgique de la Ruhr (Vereinigtes Stahlwerke). Le dr Lehr avait déclaré sans ambages que l'intérêt de l'industrie sidérurgique et charbonnière allemande n'est pas dans la réalisation du plan Schuman, mais dans la création d'une organisation, semblable au Cartel international de l'acier d'avant guerre, qui devrait régler les rapports sur le marché européen. Bien que le Gouvernement de l'Allemagne occidentale, après ces déclarations, eût fait officiellement savoir que son attitude à l'égard du plan Schuman ne s'était pas modifiée, néanmoins l'ensemble du problème apparut sous un aspect caractéristique, dû au fait que le dr Lehr, après les déclarations mentionnées plus haut, est devenu membre du Gouvernement de l'Allemagne occidentale en qualité de ministre de l'intérieur.

La question de l'unification du marché du charbon et de l'acier au profit des pays-membres représente l'obstacle principal à la mise sur pied du plan Schuman. Le marché unifié veut dire les prix unifiés. Comment adapter les prix de revient élevés de l'industrie du charbon belge et ceux de l'industrie de l'acier italienne aux prix de revient de l'industrie de l'Allemagne occidentale, qui sont de 50% plus bas. Le projet français prévoit la création d'une Caisse de compensation, qui devrait indemniser les pays aux prix de revient élevés des pertes occasionnées par la vente aux prix unifiés inférieurs que la Haute autorité aurait fixés. Les ressources financières de la Caisse de compensation proviendraient de la taxation des producteurs travaillant dans des conditions moins favorables, c'est-à-

dire de la taxation des pays aux bas prix de revient, ce qui veut dire que cette imposition fiscale frapperait presque exclusivement l'Allemagne occidentale.

Au moment de la publication du plan Schuman la situation du marché international différerait notablement de celle d'à présent. La production dépassait la demande. Les prix étaient bas. La surproduction du charbon et de l'acier devenait la réalité. A ce moment l'intérêt de l'Allemagne occidentale lui commandait d'adhérer aux accords internationaux, qui lui auraient garanti un marché stable, tout en lui permettant d'atteindre les buts politiques en collaborant dans «l'organisation» de l'Europe capitaliste. Aujourd'hui, la nouvelle situation politique mondiale et la conjoncture de guerre ont complètement modifié l'intérêt de l'Allemagne occidentale. De là, les atermoiements et les obstacles à la conclusion des accords entre les pays du plan Schuman.

En proposant le plan Schuman, le Gouvernement français avait en vue, tout d'abord, la réalisation d'un accord européen, qui aurait compris l'Allemagne occidentale aussi. La France comptait avec une Allemagne affaiblie telle qu'elle sortit de la Deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, lorsque la question de l'augmentation du potentiel de guerre allemand n'est qu'une question de jours — ce qui change du tout au tout l'essence même des rapports franco-allemands — la question de l'aboutissement des négociations ayant pour objet la direction commune de l'industrie du charbon et de l'acier se pose d'une manière tout à fait nouvelle. Tandis que du côté allemand on manifeste le désir d'ajourner l'aboutissement de l'accord, ce qui résulte notamment des déclarations du dr Lehr, le désir manifesté du côté français est d'aboutir le plus tôt possible. Il résulte des déclarations officielles françaises que l'accord sera définitivement conclu dans quelques semaines.

## Le Japon devant de nouvelles possibilités

LA SITUATION mondiale générale et surtout la guerre de Corée ces derniers mois, avaient eu une influence énorme sur l'économie de certains pays. Il arriva ainsi que le Japon en tant que l'unique pays industrialisé à l'Extrême Orient vient d'enlever derechef certaines avances. Et non pas parce qu'il est le fournisseur des unités militaires des Nations Unies avec de nombreux produits, mais par simple raison que l'économie mondiale entière se trouve à l'heure actuelle dans son ensemble sous l'influence de la conjoncture de l'armement.

Les faits sus-mentionnés ont surtout été d'un caractère excitant pour l'exportation des articles traditionnels du Japon. Son exportation en 1949 fut deux fois plus grande par rapport à l'année précédente, et les premiers six mois de 1950 furent marqués d'une augmentation presque 25%. Les dispositions limitant son commerce extérieur ainsi que sa production industrielle furent supprimées en pratique. Dans l'industrie de textile les Japonais ont maintenant les coudées franches. Leur présence, à quelques exceptions près, sur tous les marchés du monde inquiète beaucoup les autres pays engagés dans l'exportation — surtout la Grande Bretagne. D'après un récent accord entre les représentants de l'industrie cotonnière des Etats-Unis, la Grande Bretagne, et le Japon, l'exportation japonaise du coton ne pouvait pas dépasser 55% de l'exportation totale de la production japonaise. Cependant, il paraît, que les fabricants japonais ont porté une décision arbitraire d'augmenter à 70% la partie de la production destinée pour l'exportation.

La presse mondiale prévoit qu'en 1953, le Japon réussira d'améliorer sa situation économique à ce point qu'il sera à même de se passer de l'aide américaine. Sur ces entrefaits, selon toutes les probabilités, le Japon se contentera d'occuper encore cette année même la première place dans le monde en tant que fournisseur du textile cotonnier.

## NOS COMMENTAIRES

## Un phénomène néfaste

LE GENERAL Franco, il n'y a pas de doutes, se réjouit le 1 novembre courant. Ce jour là à l'ONU, envers laquelle il nourri seulement haine et mépris, fut voté, par huit nations, la résolution de l'annulation de la décision de l'Assemblée Générale du 12 décembre 1946, par laquelle il était condamné, que les Nations Unies rappellassent leurs ambassadeurs et ministres plénipotentiaires de Madrid, et que l'Espagne de Franco ne puisse être reçue comme membre dans les institutions spéciales de l'ONU.

La nouvelle de cette résolution des plus récentes, rétentit doublement chez tous les hommes au monde épris de liberté. Il y a quelque chose de singulier dans les arguments des partisans de cette résolution, quand ils disent que l'Espagne de Franco a aidé les NU dans la guerre contre les nations de l'Axe, quelque chose de pénible dont doit avoir honte chaque démocrate. Les délégués au Comité Politique Spécial n'ont pu cacher leur malaise d'être les témoins ou même les complices de cette entente ouverte avec l'ennemi de tout ce dont l'ONU doit servir, car la décision prise par le Comité ne peut-être caractérisée autrement que comme une tentative pour

que le fascisme s'enracine d'avantage en Espagne et que le régime de Franco s'introduise à l'ONU par la porte de service.

Il fut très pénible, après la guerre d'être assourdi par les exigences des masses, désirant qu'on mette fin au régime de Franco en Espagne. Par la résolution du 12 décembre 1946 qui n'est en somme qu'une gauche et tiède tentative d'isoler Franco, on a réussi au moins en parti, à calmer la publicité démocrate.

Mais ce retrait fait devant les forces supérieures des dispositions antifascistes, était seulement provisoire. Les menées dirigées pour l'annulation de la résolution prise, pour l'ouverture des portes de l'ONU aux représentants de Franco, n'ont cessé jusqu'à ce qu'enfin elles apportassent leur fruit. La responsabilité d'en être arrivé là incombe aux avocats publics du Franco, et aussi à leurs adversaires, qui par leur résistance douce et fine ont fomenté indirectement les forces réactionnaires au sabotage, et à la ruine des résolutions du 12 décembre 1946, de cette tentative de racheter la dette des Nations Unies envers la nation espagnole qui a contribué à la lutte héroïque des forces démocrates mobilisées contre l'assaut des hords fascistes.

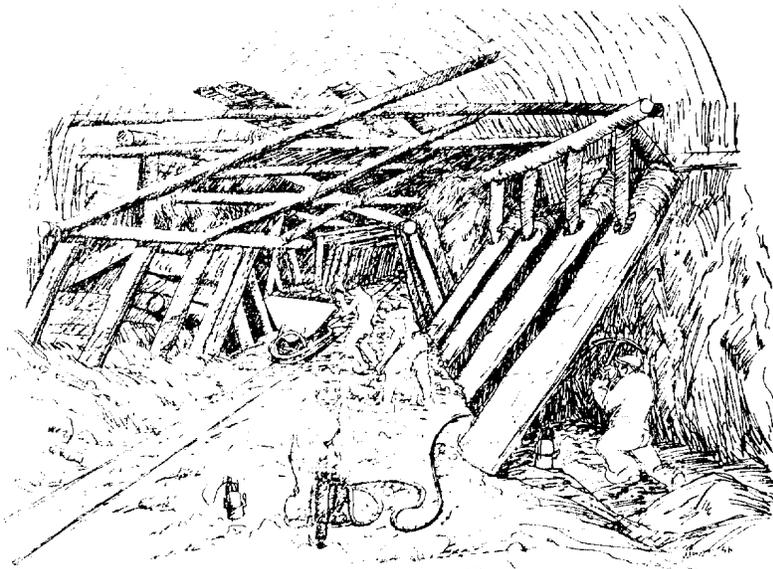
## Vichinsky encore en contradiction

PARTANT du fait que « l'URSS est un intrépide militant pour la paix, et croyant au principe que le communisme et le capitalisme peuvent coexister » Mr. Vichinsky défendit la thèse au sein du Comité politique de l'Assemblée Générale de l'ONU, que l'URSS désire faire le commerce avec l'Occident. Pour appuyer sa déclaration, il alléga des écrits et des opinions des dirigeants soviétiques en tant que compétants et immédiats. Pour concure sa thèse il souligna qu'en vérité, l'Union Soviétique n'a plus besoin de se procurer des produits des pays capitalistes mais que le principe, d'une possibilité ultérieure d'échange commerciaux entre les pays appartenant aux différents systèmes politiques demeure pourtant en vigueur.

Il est évident qu'entre les deux parties mentionnées dans la susdite conclusion de Mr Vichinsky existe une contradiction. Mais c'est justement la contradiction de Mr Vichinsky qui prouve qu'il poursuit la ligne de conduite des principes des dirigeants soviétiques de dire l'un et de faire l'autre.

En paroles — il défend le principe de la possibilité d'un libre échange entre les pays de systèmes politiques opposés. En pratique — l'Union Soviétique insiste de mettre le plus dans l'impossibilité tout commerce entre l'Occident et les pays qui lui sont assujettis.

Mais, sans égard à cela, sur certains points Mr Vichinsky a bien raison, à savoir, en prétendant que l'Union Soviétique n'a absolument besoin des biens quelconques des pays capitalistes. Elle n'en a plus besoin parce qu'elle satisfait ses besoins dans les pays assujettis, dont le commerce extérieur est soumis sous son contrôle immédiat. Ce fait, donc, explique aussi la thèse de Mr Vichinsky, dont l'intention est de prouver que ces pays n'ont, aussi, nul besoin des produits des pays capitalistes. Et cette thèse a pour la tâche de justifier la pratique de la politique existante soviétique concernant ses relations commerciales avec ces pays.



FRANZO MRAZ: TRAVAIL DANS LE TUNNEL

DE L'ONU

## A PROPOS DE LA DEFINITION DE L'AGRESSEUR

L'ORGANISATION des Nations Unies a consacré, au cours de la session actuelle de l'Assemblée Générale, une attention particulièrement soutenue aux mesures à prendre afin de parachever juridiquement et de réaliser pratiquement cette idée qui est arrivée à un degré de maturité complète dans la conscience d'une grande majorité de l'humanité, cette conviction que la guerre d'agression est un crime contre l'humanité.

Depuis le premier projet d'une Déclaration des Droits et des Devoirs des Etats, déposé à la Convention française, en 1793, jusqu'à nos jours, plusieurs dizaines de déclarations ont été élaborées pour engager les Etats, dans une mesure déterminée et sous une forme ou sous une autre à recourir à des moyens de solution pacifique de leurs litiges réciproques et à s'abstenir de l'emploi de la force. C'est surtout après la première Guerre Mondiale qu'un pas en avant considérable fut fait dans ce sens. Le Pacte Briand-Kellogg et le Protocole de Londres sur l'agression marquèrent juridiquement la fin de l'ancienne conception suivant laquelle chaque Etat avait le droit de déclarer à son gré la guerre à tout autre Etat, et proclamèrent un principe nouveau qui condamnait et prohibait le recours à la force en tant que moyen de politique nationale.

Or, les violations de plus en plus fréquentes des engagements internationaux et les événements qui se sont déroulés avant et entre les deux guerres mondiales avaient préparé le terrain à l'idée d'une organisation mondiale qui aurait pour tâche de sauvegarder la paix et la sécurité internationales et de promouvoir la coopération entre les nations. C'est ainsi que fut créée la Société des Nations et, plus tard, l'Organisation des Nations Unies. La répétition des agissements agressifs qui a suivi la constitution de l'une, puis de l'autre de ces organisations, les a soumises à une dure épreuve. La Société des Nations n'y a pas résisté; elle a laissé impunis l'agresseur japonais en Mandchourie et italien en Ethiopie, ainsi que tous les autres. Elle a bientôt perdu toute raison d'être.

Quant à l'Organisation des Nations Unies, elle est sortie victorieuse de l'épreuve. Non seulement les Nations Unies ont perfectionné le mécanisme juridique international en qualifiant de crime contre l'humanité toute préparation, planification ou conduite d'une guerre d'agression, mais elles ont introduit des sanctions contre ceux qui s'en rendent coupables. Les événements de Corée ont contribué à renforcer et à concrétiser d'une façon plus précise l'idée de l'action conjuguée contre l'agresseur, ce qui est très important et est devenu une garantie de l'efficacité de l'O.N.U. A la lumière de ces faits, la décision des Nations Unies

d'entreprendre une action collective contre l'agresseur dans n'importe quelle partie du monde assigne une portée exceptionnelle à la conception de la condamnation de toute guerre d'agression et aux devoirs que la Charte impose aux pays membres.

Toutefois, cette décision a soulevé dans toute sa gravité un nouveau problème, celui de la définition de l'agresseur. Il est évident que c'est de la possibilité pour l'O. N. U. de désigner l'agresseur dans le plus bref délai, selon un critérium qui doit ramener au minimum les erreurs éventuelles, que dépendra la rapidité de son action, soit que celle-ci soit destinée à régler d'une façon pertinente et par des moyens pacifiques le conflit qui vient de surgir, soit qu'elle comporte la décision d'engager une action armée contre l'agresseur.

Les définitions de l'agresseur qui figurent dans les instruments juridiques internationaux actuels sont-elles satisfaisantes dans la situation présente et permettent-elles l'application de mesures efficaces par l'O. N. U.? Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale qui, avant d'entrer en action, en cas de guerre, doivent d'abord avoir défini rapidement et impartialement qui est l'agresseur, pourront-ils le faire en se basant sur la définition de l'agresseur prévu, par exemple, dans le Pacte Pan-Américain d'Assistance Mutuelle signé à Rio de Janeiro en 1947? Dans le Pacte en question est considérée comme une agression toute attaque d'un Etat contre le territoire, la population ou les forces terrestres, navales ou aériennes d'un autre Etat. Comme cela se pratique déjà couramment, les deux Etats en conflit déclareraient immédiatement qu'ils ont été attaqués et qu'ils usent par conséquent de leur droit de légitime défense. Il y a donc peu de probabilité que la majorité au Conseil de Sécurité ou à l'Assemblée Générale puisse rapidement dégager la vérité des nombreux incidents et des diverses manœuvres, souvent très habilement provoqués, auxquels l'agresseur a recours, et décider de l'action à entreprendre.

On pourrait classer dans un deuxième groupe les définitions de l'ordre de celle qui figure dans le projet de la Convention sur les Droits et les Devoirs des Etats en cas d'agression (1939), émanant de l'Université de Harvard pour l'étude du Droit International. L'agression y est définie comme un recours à la force armée représentant une violation de l'engagement contracté de ne pas recourir à de pareils moyens, violation qui est dûment constatée par une procédure à laquelle l'agresseur a préalablement donné son approbation.

Dans cette définition, la constatation, selon une procédure préalablement acceptée, de la violation de

## DE L'ONU

l'engagement de ne pas recourir à une intervention armée, constitue le critérium de la définition de l'agresseur. Mais pourra-t-on, sur cette base, établir vraiment et à temps quelle est la partie qui mène une guerre d'agression? Puisque la définition ne fait aucune mention d'une cessation des hostilités, l'agresseur garde les mains libres pour rendre impossible toute définition de l'agresseur en tournant l'interprétation des règlements et des engagements et pour résoudre lui-même la question par des moyens militaires avant qu'une action conjuguée éventuelle ait pu intervenir.

La définition de l'Uruguay qui a été proposée à la session en cours de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. qualifie d'agresseur tout pays qui évitera d'employer les moyens proposés dans la Charte en vue d'une solution pacifique du conflit. Comment ceci jouerait-il en pratique? La guerre a éclaté quelque part entre deux Etats. L'O. N. U. doit définir l'agresseur avant de prendre les mesures qui s'imposent. Elle le fera en se demandant lequel de ces deux pays a évité d'employer tous les moyens de solution pacifique du conflit qui sont prévus dans la Charte. Ici se pose de nouveau la question de savoir de quelle façon on appréciera exactement que ces moyens ont été «évités», si l'O.N.U. ne dispose pas à cet effet de méthodes «claires et explicites». Enfin, l'agresseur se livrera à toutes les manoeuvres possibles pour abuser l'opinion publique internationale et pour prouver qu'il a essayé, mais en vain, de tous les moyens pacifiques avant d'en arriver au conflit armé.

Les considérations précédentes permettent de conclure ce qui suit: Premièrement, puisque la procédure des Nations Unies en cas de guerre déclarée ne contient pas l'obligation de cesser le feu et de retirer les troupes, il est indispensable de la compléter par des stipulations dans ce sens de façon à empêcher que l'agresseur, en opérant diverses manoeuvres et en tournant la procédure, gagne du temps pour continuer et mener jusqu'au bout la guerre d'agression. Deuxièmement, comme la définition de l'agresseur telle qu'elle est donnée ci-dessus est extrêmement difficile, car il emploiera tous les moyens pour présenter son attaque sous l'aspect d'un acte de légitime défense, il est indispensable de trouver une méthode qui l'amènerait lui-même à se déclarer publiquement comme tel. Un de ces moyens «clairs et explicites» est envisagé par le mode de définition de l'agresseur exposé dans la proposition yougoslave relative aux devoirs des Etats en cas d'ouverture des hostilités, qui est actuellement soumise à l'examen de l'Assemblée Générale. Cette proposition contient deux stipulations auxquelles tous les pays seraient tenus de se conformer lorsqu'ils se trouveraient en état de guerre. La première de ces stipulations prévoit que tous les pays se trouvant en état de guerre sont tenus de faire, dans un délai de 24 heures, à dater du début des opérations militaires, une déclaration publique à ce sujet et d'informer l'O. N. U. qu'elles sont prêtes à cesser le feu et à retirer leurs troupes du territoire étranger. La deuxième stipulation prévoit que les deux parties adverses sont tenues de retirer leurs troupes du territoire de l'autre Etat dans un délai de 48 heures.

La non-exécution de ces stipulations entraînerait donc automatiquement l'agresseur à se déclarer comme tel devant l'O. N. U. et toute l'opinion publique mondiale. On arriverait ainsi non seulement à démasquer l'agresseur aux yeux de l'opinion publique, mais à faciliter et à accélérer la prise de décisions du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale, qui seraient désormais à même d'apprécier plus facilement la situation, de définir celui qui porte la principale responsabilité de la guerre et de prendre des mesures en conséquence. Quant aux mesures à entreprendre, elles feraient l'objet de décisions de l'Organisation des Nations Unies dans chaque cas concret.

Les propositions yougoslaves ont donc une portée non seulement morale et juridique, mais aussi pratique. D'une part, leur adoption doit certainement rendre encore plus malaisés les efforts de l'agresseur pour tromper l'opinion publique et l'O. N. U. sur le caractère réel de ses agissements et, d'autre part, elle doit faciliter encore davantage la prise de mesures effectives par l'O. N. U. en rendant impossibles lors de l'adoption de ces mesures, les erreurs et les abus qui pourraient être commis dans la définition de l'agresseur. La proposition yougoslave vient ainsi compléter le mécanisme de la sécurité collective dont les fondations ont été posées à la session actuelle de l'Assemblée Générale. Elle constitue vraiment une contribution remarquable à la consolidation de la paix universelle et de la sécurité internationale, ainsi qu'au renforcement de l'efficacité et de l'autorité de l'O. N. U.

R. B.



Djordje ANDREJEVITCH-KOUN: LES FASCISTES DEMOLISSENT ET TUENT (gravure)

## Organisation de la coopération économique européenne au carrefour de l'incertitude

LES milliards destinés à l'armement des pays de l'Europe occidentale ont jeté à nouveau au premier plan la crainte de l'inflation et le manque de confiance à la solidité des pouvoirs économiques des pays du Plan Marshal. L'augmentation de la production, réserves des devises, rapport des prix et salaires, fourniture des industries en matières premières, plans d'investissement, la balance du budget, tout cela sont des problèmes vitaux lesquels ont été confirmés comme résolus et qui maintenant se posent à nouveau sous forme très aiguë. Pourquoi? Simplement parce que les pays du Pacte Atlantique ont pris l'engagement pour l'armement en grand, ce que sans doute devra ébranler certaines économies labiles.

Le nouveau Administrateur de la Direction pour la coopération économique (ECA), William Foster, parlant récemment de l'importance actuelle et future du Plan Marshal a déclaré: «Devant les Européens et comme devant nous, se pose le problème fondamental du maintien des forces économiques pendant que leurs moyens (européens) se dirigent vers l'armement. L'augmentation ultérieure de la production, ultérieure intégration économique de l'Europe occidentale et les efforts ultérieurs d'exporter le plus possible dans la zone des dollars, tout cela est plus que nécessaire à notre défense mutuelle.»

Le Conseil économique européen, organe suprême de l'Organisation pour la coopération économique européenne (OEEC) à sa séance extraordinaire du 6 au 8 octobre a adopté, dans les lignes principales, le mémorandum du Secrétariat des «questions urgentes économiques.» Dans ces documents on formule les mesures que les membres de l'Organisation devrait entreprendre en relation avec les nouvelles tendances dans l'économie mondiale, après le déclenchement du conflit coréen et la mise en vigueur du programme d'armement des pays du Pacte Atlantique.

Le reflux de l'inflation qui menace comme les suites des conjonctures d'armement, représentait la question la plus importante au cours de la discussion de la séance du Conseil. La révision (lire: réduction) des plans d'investissement est considérée comme une mesure indispensable, sous condition que la priorité soit accordée à certaines branches de la production et que les moyens pour toutes les autres activités soient diminués. Le danger de l'inflation est, justement à l'encontre de la déclaration de Foster, augmenté par le fait, que dans l'Europe occidentale, à l'exception de l'Allemagne et de l'Italie, n'existe en principe aucune capacité libre pour les produits clefs, ni main-d'oeuvre en trop. La diminution de la production des biens de consommation journalière et la hausse générale des prix, qui dans ces conditions nécessairement doit se produire, menace — comme écrit «Neue

Züricher Zeitung» du 7 octobre d'influer sur l'attitude des masses populaires.»

Vraiment la lutte pour l'augmentation des salaires, à nouveau s'est considérablement enflammée dans la majorité des pays de l'Europe occidentale. La spirale de l'inflation est à nouveau à l'ordre du jour. Le Conseil ne s'est pas mis d'accord sur une deuxième question importante, notamment: des mesures à prendre pour le refoulement du saut exagéré des prix des matières premières et la régularisation de leur distribution. Le délégué britannique s'est opposé à la proposition de la majorité prétendant que l'Organisation doit procéder sagement à la mise en vigueur des décisions se rapportant aux matières premières dont l'Europe dépend des pays d'outre mer pour son alimentation. C'est clair que la hausse fantastique actuelle des prix d'un grand nombre d'articles du domaine de la livre sterling apport momentanément à la Grande Bretagne la supériorité, substantielle desquels elle ne renoncera pas facilement. Pour cela la résolution du Conseil sur cette question représente la tentative typique d'essayer de fuir la contradiction d'intérêt, qui bientôt s'aiguïsera dans le cadre de l'Organisation de la coopération économique européenne.

La possibilité de la réalisation des moyens des dollars par l'augmentation de l'exportation aux Etats Unis aussi, jette les pays du plan Marshal dans une grande inquiétude.

Les représentants de différents pays, au premier rang la Grande Bretagne et la France ont formulé déjà plusieurs fois que l'augmentation de la production pour l'armement devra diminuer automatiquement la production destinée à l'exportation qui produira l'effet diamétralement contraire de ce que Foster attend.

Il est caractéristique qu'à cette dernière session du Conseil économique européen on a apporté une attention minimale aux questions à l'ordre du jour telles que: liberté du commerce, plans de l'intégration de l'économie européenne, projet des statistiques annuelles, travail de l'Union européenne de planification. Les pays du Plan Marshal les plus inquiétés par le plus récent développement des situations économiques dans le monde, ont traité presque exclusivement les problèmes en liaison directe avec l'inflation qui est à la porte.

Pourra-t-on provisoirement tomber d'accord avec les intérêts contradictoires des pays de l'Europe occidentale, surtout sont-elles possibles les mesures internationales considérant les devoirs pénibles devant lesquels se trouve chaque pays, étant plus incliné à des actions individuelles en vue de la défense de ses propres positions. Il est possible que la déclaration sincère de Foster au point de vue de l'intégration future de l'économie de l'Europe occidentale soit une réponse à cette question.

O. A.

## Situation économique des pays de l'Europe orientale et l'Union Soviétique

DEPUIS la constitution du Conseil d'Aide Economique mutuelle, les relations économiques entre l'U. R. S. S. et les pays de l'Est de l'Europe se sont en effet engagées «dans une nouvelle voie». Non pas, toutefois, en ce qui concerne leurs formes et leur caractère, mais exclusivement par l'accentuation de la pression exercée par l'Union Soviétique en vue de l'assujettissement économique de ces pays. Le commerce extérieur entre les pays en question et l'U. R. S. S. a accusé une augmentation soudaine, mais un changement simultané de structure, tandis que les échanges avec les autres pays se heurtaient à des difficultés de plus en plus sérieuses. En même temps, il commençait à être question d'une coordination des plans économiques de ces pays avec ceux de l'U. R. S. S. et d'une extension de leur «coopération» économique. De cette façon, le processus qui tendait jusqu'à présent à exercer un contrôle sur le commerce extérieur des pays en question a gagné en ampleur et en profondeur jusqu'à englober — sous prétexte de «coordination» et de «coopération commune» — toute la structure économique de ces pays. Ce processus était accompagné parallèlement de formes nouvelles et plus complètes d'assujettissement politique. Il avait pour but principal de mettre l'économie de ces pays le mieux et le plus entièrement possible au service des intérêts de l'économie soviétique afin que celle-ci puisse résoudre certaines de ses contradictions par leur intermédiaire, les exploiter pour élargir les bases de son activité et les utiliser comme fondement et point de départ d'un asservissement politique général. Dans cet ordre d'idées, le Conseil d'Aide Economique mutuelle joue le rôle d'un organisme central par l'intermédiaire duquel s'opère la mise en application pratique de tous les plans d'assujettissement économique de ces pays.

Il est intéressant de noter que les dirigeants de l'U. R. S. S. trouvent que la dépendance actuelle du commerce extérieur de ces pays n'est pas encore suffisante et que l'orientation qu'ils poursuivent ces derniers temps vise à les isoler toujours davantage des autres pays. L'acuité de cette tendance, imposée au début de l'année 1949, a provoqué dans ces pays de sérieuses difficultés économiques qui ont encore été aggravées par la part qu'ils ont prise au blocus économique de la Yougoslavie. Les dirigeants de l'U. R. S. S. ont profité des difficultés qui ont surgi de ce fait dans les pays en question pour accentuer leur pression en invoquant comme but final «l'émancipation de leur économie de l'influence des marchés capitalistes».

C'est pour cette raison que, dans son Plan sexennal, la Pologne prévoit que 68% de ses échanges en 1955 s'effectueront avec l'U. R. S. S. et les autres pays du Kominform, mais tout en considérant ce pourcentage comme un minimum et en exprimant le désir de réaliser un chiffre qui dépasserait 70%. Pendant la période comprise entre 1949 et 1955, son mouvement d'affaires avec l'étranger doit augmenter de 40%, dont 13,6% sont destinés à la seule Union Soviétique.

C'est pour cette raison que la Tchécoslovaquie et la Hongrie se heurtent à des difficultés croissantes dans leur commerce avec les autres pays, que leur approvisionnement en matières premières et en biens de premier établissement sont rendus difficiles et provoquent de graves perturbations qui devront être résolues par une isolation plus complète des marchés étrangers et par l'abandon des branches d'industrie

qui sont tributaires de l'étranger pour leurs matières premières. De cette façon, le processus d'assujettissement de plus en plus grand du commerce extérieur des pays de l'Europe orientale à l'Union Soviétique ne cesse de s'intensifier.

Le contrôle du commerce extérieur d'un pays par un autre — surtout lorsque ce dernier est une nation dirigeante — constitue un des instruments d'asservissement économique les plus efficaces. En fait, il sert de point de départ à un assujettissement total, à la destruction de l'indépendance et de la souveraineté, à l'esclavage. Le système et les méthodes appliquées par l'U. R. S. S. pour imposer ce contrôle confirment entièrement ses visées exploitantes et hégémonistes. En mars dernier, la revue «Le Bolchévique» (No. 6) écrivait que les échanges entre l'U. R. S. S. et les pays en question s'effectuaient à des prix qui en garantissent l'équivalence. Or il n'en est rien. Le «Zahranicki Obhod» du 5 mai 1950 déclare au contraire que les prix sont établis d'après les prix minima sur les marchés mondiaux compétents, etc. C'est-à-dire que le système des prix que pratique l'U. R. S. S. pour exploiter les pays peu évolués n'a pas été abandonné, comme ne l'a pas été non plus aucune des méthodes éprouvées d'achat aussi bon marché que possible et de vente aussi cher que possible, en d'autres termes, des méthodes de pression, de commandement et de coercition. Il en résulte des difficultés économiques de plus en plus graves dans ces pays, qui, dans de pareilles conditions, ne peuvent augmenter les exportations en U. R. S. S. qu'au prix de l'effondrement du standard de vie de leurs masses laborieuses.

Une des méthodes d'épuisement de ces pays — sans parler des autres méthodes bien connues comme, par exemple, celle des sociétés mixtes, etc — consiste pour l'U. R. S. S. à conclure avec eux des contrats portant sur la livraison de matière premières destinées à être transformées, puis de l'exportation en U.R.S.S. des produits finis tirés de ces matières premières. Cette pratique est extrêmement répandue et s'opère sur une grande échelle dans les pays où existent des sociétés exclusivement soviétiques et des sociétés mixtes. Les conditions des contrats régissant la transformation et la livraison des produits finis sont si dures que leur exécution représente un effort considérable, elle exige des sacrifices sous forme d'addition d'éléments de bonne qualité aux matières premières et de matériel qui doit être importé de l'étranger. Il y a, de plus, le prix que paient ces pays pour leurs approvisionnements en matières premières l'U. R. S. S. De cette manière l'Union Soviétique a élargi la base de sa production et en même temps amenuisé les possibilités des pays de l'Europe orientale dans le secteur de la production industrielle et du commerce extérieur en général. Cette production — comme d'ailleurs l'exécution de tous les accords avec l'U. R. S. S. — est placée sous le contrôle d'organes spéciaux des entreprises soviétiques, d'inspecteurs. Voilà pourquoi cette catégorie de production jouit de la priorité sous tous les rapports (matières premières, main-d'oeuvre, devises pour le paiement des importations des pays de l'Ouest, etc.) Des échanges aussi développés et un contrôle aussi étendu du commerce extérieur permettent à l'U. R. S. S. d'imposer l'orientation et la nature de la production et d'influer sur la structure, économique de ces pays et sur l'évolution des forces productives, non pas du point

de vue de leur édification économique mais de celui des besoins de l'économie soviétique.

Le contrôle du commerce extérieur a toujours eu pour corollaire le contrôle de la production en général, c'est-à-dire le contrôle de toute la vie économique. La manière de procéder dans ce domaine, les méthodes exploitantes et hégémonistes appliquées prouvent clairement qu'il ne s'agit pas ici d'un processus d'unification — logique et naturel — mais d'un processus d'assujettissement.

Dans le préambule du Plan sextennal de la Pologne, il est constaté que ce plan n'a pu être établi que grâce à la coopération économique de l'U. R. S. S. Les plans économiques des autres pays de l'Europe orientale sont également le résultat de leur dépendance et de leur subordination à l'Union Soviétique. Cette dépendance est particulièrement accusée dans la forte pression exercée sur ces pays pour les amener à modifier leurs plans qui avaient été conçus dans des conditions d'indépendance tout au moins apparentes. La Pologne a dû indiquer dans son Plan qu'elle augmenterait sa production pendant le sextennat de 158,3% au lieu de 85—95% ainsi qu'il avait été prévu dans le plan initial. Tout le poids de cette augmentation de production est concentré sur les machines, l'acier, le charbon et l'énergie électrique, en d'autres termes sur l'élargissement de la base de matières premières et la création dans le pays d'une base de matières premières pour l'industrie de guerre.

La Hongrie a dû prévoir des investissements de 50,9 milliards de florins contre des prévisions initiales de 35 milliards. Elle a aussi dû envisager l'élargissement de sa base de matières premières (notamment pour le coton). Une révision analogue du Plan a été imposée à la Tchécoslovaquie qui, de tous les pays de l'Europe orientale, est relativement le plus pauvre en matières premières. Quant à la Bulgarie et la Roumanie, elles sont affectées exclusivement à la production de matières premières.

Rien, de toutes ces modifications apportées aux plans, de la façon dont elles sont imposées et appliquées et des raisons invoquées pour en justifier la nécessité et l'opportunité — n'est admissible pour les travailleurs des pays en question. Ils voient de plus en plus clairement l'énorme disproportion entre les raisons par lesquelles les dirigeants satellites s'évertuent à les convaincre de la nécessité de ces changements et de ces perturbations et leurs motifs réels.

Lors du dernier Plenum du Comité central du Parti Ouvrier Unifié de Pologne, les raisons qui ont imposé l'amendement du Plan sextennal, l'accélération du rythme du développement, etc., ont été exposées. Mais, en même temps, les difficultés révélées dans le secteur du commerce extérieur et de la production sont si sérieuses qu'elles justifieraient plutôt un rétablissement de l'équilibre à un niveau inférieur, accompagné obligatoirement d'une stricte observation des conditions spécifiques du développement. Il existe un désaccord flagrant entre ces difficultés et l'assertion selon laquelle toutes les conditions objectives et subjectives nécessaires à l'augmentation du volume du Plan sextennal seraient réunies et que les échanges avec l'U. R. S. S. assureraient à la Pologne ses approvisionnements en matières premières, ses équipements de premier établissement, etc. Puisqu'on parle de difficultés particulières dans l'équilibre de la balance commerciale, c'est que le commerce extérieur, en premier lieu avec l'U. R. S. S., n'est pas d'un fonctionnement si aisé. Un commerce extérieur dans de telles conditions demande de grands sacrifices, exige le renoncement à une partie du standard de vie, est contraire à l'un des principes essentiels de l'édification du socialisme, le principe de l'amélioration du standard de vie.

Le meilleur exemple de ceci est fourni, comme l'a dit la presse polonaise, par «les explications embrouillées des dirigeants polonais au sujet du relèvement du standard de vie». A un certain endroit de ces explications il est question de l'augmentation de la production des biens de consommation courante dans le but de relever le standard de vie. Lorsqu'on rapproche ceci du pourcentage de l'amélioration du standard de vie, on constate que la plus grande partie de cette augmentation de production est en réalité destinée à l'exportation en U. R. S. S. Le reste qui demeure disponible pour le marché intérieur ne contribue en aucune façon à améliorer le standard de vie car le nombre d'habitants a aussi augmenté entre-temps.

Quant à la Hongrie, pour faire face aux exigences de l'U. R. S. S., elle a dû porter atteinte au standard de vie des travailleurs, en accusant la classe ouvrière de gaspillage et d'insouciance à l'égard de l'avenir. Le Gouvernement a dû rétablir le système des cartes de rationnement pour les articles de première nécessité. Il a également passé un arrêté en vue d'empêcher le stationnement de files devant les magasins, etc. On voit à quel point la situation a empiré quand on observe l'ampleur de l'action déclenchée contre les spéculateurs — parmi lesquels on désigne nombre d'entreprises économiques d'Etat, — les procès en préparation etc. La propagande explique la régression du standard de vie par la spéculation (mais sans expliquer par la même occasion comment il se fait que la spéculation fasse son apparition immédiatement après les conseils de Varga et les attaques directes des dirigeants hongrois contre un standard de vie élevé) et préconise les poursuites judiciaires comme moyen de lutte contre cet état de choses.

La question du standard de vie dans le pays de l'Europe orientale est devenue la question centrale, qui est l'objet de divergences de vues de plus en plus accusées entre les dirigeants — c'est-à-dire ceux qui obéissent aveuglément et exécutent les directives du Kominform — et les masses des travailleurs qui font personnellement l'expérience de ce que signifie la perte de l'indépendance et de la souveraineté de leur pays et voient qu'il ne s'agit pas ici d'efforts et de sacrifices en vue de l'édification du socialisme, mais bien d'un fardeau imposé par l'exploitation accrue de la part de l'U. R. S. S.

M. VELJITCH



Milorad PECHITCH: A LA FONDERIE

## LETTRE D'ITALIE

## LA SITUATION ACTUELLE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

LE PARTI Socialiste Italien (PSI) du Pietro Neni, traverse une grave crise, résultant de son asservissement croissant au Parti communiste d'Italie et au Kominform. Certains dirigeants du Parti Socialiste Italien ont quitté déjà antérieurement la direction du Parti, rassemblant autour d'eux tous les membres dont l'attachement au Parti n'était pas suffisamment ferme, en créant en même temps des organisations particulières comme sont le Parti Socialiste d'Unité (PSU) et le Parti Socialiste Ouvrier d'Italie (PSLI).

Puisque le Parti Socialiste Italien se considère comme un parti ouvrier-marxiste, il serait logique, qu'à la suite de l'abandon des éléments hésitants, il fût renforcé, et on s'attend, avec raison, qu'il retournera dans ses rangs tous ceux que les éléments opportunistes réussirent d'induire en erreur. Il arrive, cependant, que sa décadence ne s'arrête pas et que la crise s'accroît.

Les masses des travailleurs qui suivirent Neni avec le désir de coopérer avec les communistes et de lutter pour l'unité de la classe ouvrière d'Italie estimèrent que cette lutte signifiait en même temps, la lutte pour l'égalité en droit, que la lutte du prolétariat italien devait être, en premier lieu, la lutte conforme aux intérêts de la classe ouvrière d'Italie.

Cependant la direction du Parti, avec Nene en tête, a adopté aveuglement les directives du Parti communiste, c'est-à-dire les directives de l'Union Soviétique. Ce n'est plus une discipline consciente ni le désir de la création d'un front ouvrier unifié qui réunirait les membres du Parti Socialiste Italien, mais la peur devant la situation mondiale compliquée et la possibilité de déclenchement d'un conflit mondial.

L'attitude inconséquente et dépourvue de principes de l'Union Soviétique, et par conséquent, des Parti communiste d'Italie et Parti Socialiste Italien, au point de vue de maintes questions, a agité les masses, tandis que la versalité et le rapport irrégulier envers la question du conflit coréen ont seulement accentué la divergence à l'intérieur du Parti.

Il était prévu que le congrès du Parti serait tenu au mois de septembre. Mais la direction trouva opportun d'ajourner le congrès jusqu'en décembre vue la situation régnant dans les rangs des membres du Parti. En pratiquant la politique kominformiste, la direction a inévitablement assumé les méthodes kominformistes mêmes. Dans les préparatifs pour les congrès provinciaux, où l'on choisit des délégués pour le congrès national — surgit clairement la tendance de mettre aux premiers plans les questions d'organisation, tandis que les questions d'actions politico-idéologiques furent repoussées à la seule fin de ne pas les discuter.

Etant donné que ces tendances se heurtent à l'opposition de sincères militants pour le socialisme, la direction kominformiste du Parti a donné l'initiative de mettre à l'exécution l'«épuration» des éléments indésirables, et en premier lieu des membres insoumis de la Fédération. Les raisons qui ont dicté la nécessité d'évincer ou de remplacer certains d'entre eux étaient motivées par la «déviation» ou des arguments pareils. Le but de ces manoeuvres a été marqué par intention d'évincer des directions de certaines fédérations tous ceux qui sont contre la subordination aveugle du Parti Socialiste Italien au Parti communiste d'Italie et à la politique kominformiste, tous

ceux qui exigent l'égalité en droit et l'indépendance d'une politique qui correspond le mieux aux intérêts des plus larges masses du peuple italien. C'est ainsi que Lelio Basso, membre de la direction du Parti fut contraint de donner sa démission suivie de l'obligation de ne pas présenter sa candidature pour le membre de direction, «ayant procédé à l'organisation des manifestations contre les dirigeants du Parti au sein du Congrès». Du sein de fédération d'Italie du Sud sont exclus certains secrétaires, les partisans de Basso (par exemple Michelli de la province de Bari). Le maire et deux cents autres paysans de Raguse en Sicile ont abandonné le Parti à cause d'une insupportable dictature de la direction.

Outre les abandons antérieurs qui furent en même temps le renforcement du Parti, le danger d'abandon des meilleurs membres menace à l'heure actuelle le Parti Socialiste Italien. A cause de ce danger, la direction kominformiste a dirigé sa fureur contre les soi-disant centristes. Tandis que dans le mouvement ouvrier le centre ordinairement présente la partie versalite, prête à servir la bourgeoisie, les centralistes au sein du Parti Socialiste Italien sont des militants pour l'égalité dans les rapports entre les partis et pour le socialisme. D'après leur thèse, le rôle de dirigeant dans une révolution appartient au prolétariat, et non pas à l'Etat. Ils reconnaissent les énormes mérites du prolétariat russe, qui a réalisé la révolution socialiste, mais sont d'avis que la présente politique extérieure et les intérêts de l'Union Soviétique ne coïncident toujours pas avec les intérêts du prolétariat italien. Ils estiment que la neutralité de l'Italie représente la meilleure voie que doit prendre la lutte pour la paix du monde et ils s'opposent aux partages dans les blocs.

Et malgré le fait que les centralistes demeurent encore sous l'indépendance du groupe kominformiste de Neni, leur idées effraient la direction du Parti, ayant des répercussions dans les masses. C'est pourquoi les mesures drastiques sont entreprises contre les centristes. Le mouvement centristique est indubitablement le plus fort en Italie du Nord. C'est là que fut fondé le quotidien «Giornale presenti» qui est militant pour l'indépendance de l'Italie dans les combinaisons mondiales.

Dans les colonnes dudit journal, Alberto Jacometti, un des dirigeants des centristes a avancé la thèse que la neutralité correspond le mieux aux intérêts du peuple italien et dans le fond au socialisme. La direction kominformiste avec Licardo et Marandi en tête a condamné une telle attitude, partageant l'opinion d'attachement sans conditions au bloc oriental. La direction du Parti Socialiste Italien a défendu à ses membres toute collaboration dans le susdit journal l'ayant caractérisé de «titiste», quoique sa ligne de conduite ne soit pas encore fixée, et qu'il n'ait pas encore pris une attitude déterminée envers la direction du Parti. Ainsi la direction insiste à tous prix d'étouffer chaque pensée sur la possibilité de mener une politique indépendante. Mais toutes les mesures prises par la direction kominformiste ne sont pas à même d'étouffer les exigences des masses visant une politique indépendante, qui répondrait mieux aux intérêts des travailleurs italiens, ce que cause une accentuation plus poussée de la crise dans le Parti Socialiste Italien.

F. K.

## A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

## TOUTES LES MANIERES DE „POIGNARDER DE DOS“ L' UNION SOVIETIQUE

UN COLONEL BULGARE, Alexandre Getman, dans l'organe officieux du PC de Bulgarie, «Rabotnicesko delo» a ajouté un chapitre de plus à la liste des «attaques sournoises» de la Yougoslavie contre l'URSS.

Cet article, dans lequel il a par un nouvel exemple complété cette liste, intitulée: «la manière dont Tito secondait Hitler et facilitait à Churchill à réaliser ses plans», a été illustré, comme nous l'apprenons d'une émission du 16 octobre du poste de TSF de Sofia, par le fac-similé d'une lettre portant la signature du général yougoslave Voukmanovitch-Tempo, adressée le 7 octobre 1944 au commandant des contingents bulgares sur le secteur de Kriva Palanka. Dans cette lettre se trouverait, — d'après ce que nous en dit Radio-Sofia, — la preuve capitale et flagrante de ce que l'auteur avance dans son article. Cette preuve émanerait de la phrase suivante:

«J'attire votre attention sur le fait que nous serons bientôt obligés de défendre nos villages par la force, si vos soldats continuent à les piller».

C'est ce document écrit et signé qui doit témoigner des services yougoslaves rendus à Hitler et à Churchill! «Voici la preuve», conclut de cette lettre le colonel Getman, «que la Yougoslavie tentait dès le mois d'octobre 1944 à poignarder de dos la glorieuse armée libératrice soviétique».

Il y a bien longtemps que nous avons été mis au courant des différents «attaques sournoises» commises contre l'URSS. Nous savons qu'au moment de notre lutte de libération nationale les dirigeants soviétiques qualifiaient d'attaques sournoises tous les actes yougoslaves qui n'étaient pas en accord avec l'accord entre gentlemen soviéto-britannique sur le partage des sphères d'influence, et en particulier avec l'entente entre Staline et Churchill

sur le partage de l'influence en Yougoslavie en parts égales de 50% chacune. La propagande actuelle de l'Informbureau nous apprend une nouvelle forme «d'attaque sournoise», qui a des affinités avec celle que nous a dévoilée le colonel Getman: elle consiste dans le refus de laisser les petits pays socialistes aux prises de l'exploitation d'un «grand Etat socialiste dirigeant». Mais le colonel Getman a découvert des possibilités insoupçonnées d'activité criminelle contre l'URSS. Il nous dit que l'on peut «poignarder de dos l'URSS» non seulement en se laissant pas exploiter tranquillement en temps de paix, par le trucheman des sociétés mixtes, mais aussi en ne laissant pas, pendant la guerre, piller les villages du pays par les soldats bulgares.

Cette opinion du colonel Getman est partagée par le «Rabotnicesko delo» qui imprime son article et par le poste d'émission de Sofia qui le diffuse. La seule chose que nous ignorons, c'est si cette appropriation bulgare de prérogatives qui ne lui appartiennent pas sera du goût des dirigeants du commerce extérieurs de l'Union Soviétique.

ILJA EHRENBURG a publié dans «Pravda» un article sur un sujet que, réellement, il connaît à fond: à savoir sur l'hypocrisie et la propagande mensongère. L'article s'intitule: «Avertissement» et prétend que les méthodes d'Hitler et de Goebbels n'étaient pas mortes avec ces derniers, mais qu'elles persistaient au service de ceux qui rêvent de guerre.

C'est une idée tout à fait juste, de même que la constatation que le truc principal employé par ces gens actuellement était de feindre la crainte d'autrui. «Les fomentateurs de guerre actuels», écrit Ilja Ehrenbourg, «en essayant de justifier la fièvre des armements, l'accroissance des contingents armés et les grandes manoeuvres militaires, répètent les

paroles de Goebbels. Bien entendu, ils ne parlent que de défense. Mais Goebbels, Goehring et le Führer, parlaient-ils d'autre chose?»

Pour empêcher ensuite que les lecteurs des pays kominformistes puissent, un instant seulement, supposer qu'il se paye de leur tête, il précise ce qu'il veut dire: «Actuellement», assure-t-il, «ne voyons-nous par Mr Truman et ses sherifs européens en faire autant?»

Cette circonspection du rusé Ehrenbourg a sa raison d'être. S'il n'avait pas écrit cette dernière phrase, ses lecteurs des pays kominformistes pouvaient facilement supposer qu'il faisait perfidement allusion aux dirigeants de leurs propres pays et à l'essence de la propagande kominformiste. Malgré l'erreur évidente de cette supposition des lecteurs d'Ehrenbourg, étant donné qu'il n'est guère probable qu'il ait osé risquer un tel quiproquo, leur première impression contient une bonne dose de vérité. Quoiqu'Ehrenbourg n'ait pas attaqué les dirigeants kominformistes, son article lui a sans doute été suggéré par leur propagande, (comme la plus apte à donner de telles idées). Les paroles des hommes politiques, des journalistes et des autres propagandistes kominformistes illustrent tellement bien la phrase d'Ehrenbourg sur les méthodes de propagande belliciste, qu'une meilleure illustration n'est guère imaginable. Il y a déjà plusieurs mois que les lecteurs des journaux kominformistes et les auditeurs des programmes des postes kominformistes lisent ou entendent ce qui suit:

«Des accords secrets existent entre le Wallstreet et Tito. De nouvelles axes sont en train de se forger en vue d'exterminer des hommes paisibles». (Moscou, Litteraturna Gazeta» du 4 octobre).

«En Yougoslavie, une personne sur trois porte l'uniforme». (Radio Sofia, le 9 octobre).

## A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

«La clique de Tito grince des dents à notre adresse et se prépare à nous combattre. Elle prépare le débarquement de troupes américaines en Yougoslavie». (Radio-Budapest, le 26 octobre).

«Le régime de Tito menace nos frontières» (Le journal hongrois «Nepsava», du 26 octobre).

Etc., etc., de jour en jour.

«Bien entendu», comme dit si bien Ehrenbourg, ils ne parlent que de défense, mais», toujours comme dit Ehrenbourg, «Goebbels, Goering et le Führer, parlaient-ils d'autre chose?»

LA DEPOSITION DE SUFFRAGES AU SUJET DE TRYGVÉ LIE au sein du Conseil de Sécurité a été seul événement important de Rushing Meadow qui n'a pas été qualifié, du moins d'après ce que nous en savons par la presse kominformiste comme une preuve de plus du passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste. Il peut nous sembler d'autant plus étrange qu'elle ait laissé passer une si belle occasion d'apporter cette conclusion, que c'est justement le délégué yougoslave qui a proposé de réélire Mr Trygvé Lie comme secrétaire général de l'ONU et qui a persisté dans son opinion lors des élections, lorsque 9 membres du Conseil de Sécurité sur 11 ont voté pour lui.

Comment se fait-il que l'Informbureau ait laissé passer une si belle occasion? Voilà: le délégué soviétique n'était pas seul. Le second du groupe de deux membres qui n'avait pas voté pour Trygvé Lie était le délégué de la Chine de Tchang-Kai Chek, qui s'était abstenu.



Xénie YLJEVITCH: LA FEMME A LA MACHINE A COUDRE

La phrase habituelle des kominformistes: «On reconnaît les gens à leur entourage» ne s'est pas fait entendre cette fois, de même que celle des deux camps. Car, en cas contraire, les journalistes kominformistes égarés auraient pu se demander lequel des deux membres de ce groupe avait passé dans le camp de l'autre; est ce que Tchang-Kai Chek était devenu kominformiste, ou est-ce que l'URSS s'était ralliée au Kuomintang?

LA QUESTION DE LA PAIX ou de la guerre entre voisins est, à ce qu'il paraît, devenue une question purement interne de l'Italie. C'est ce que nous apprend un article du kominformiste italien Luigi Longo.

En tant que secrétaire du CC du PC d'Italie, ce même Longo a publié dans l'organe officiel du PC d'Italie «Unità» une déclaration de la direction du PC d'Italie sur la situation internationale du pays. Dans cette déclaration on disait que le seul pays d'Europe avec lequel l'Italie pouvait entrer en guerre était la Yougoslavie. Après une réponse du ministre de Yougoslavie à Rome, dans laquelle il qualifiait cette déclaration de provocation, Mr. Longo a proclamé sa nouvelle théorie. Dans l'organe officiel du parti il écrit textuellement: «Le document émanant de la direction de notre parti a donné lieu à une déclaration du ministre de Yougoslavie à Rome, Mr Ivékovitch. Il nous semble inadmissible que ce monsieur puisse se mêler ainsi aux débats menés par les partis italiens sur des problèmes italiens.»

Cette nouvelle théorie kominformiste est vraiment originale, mais si les milieux non-kominformistes dans le monde l'adoptaient aussi, elle promettrait à l'humanité un drôle d'avenir! Mais heureusement ils ne l'adopteraient pas. Nous en voyons la preuve dans la réaction des représentants de la plupart des pays au sein de l'ONU contre le danger de guerre. On peut en dire beaucoup de bien et beaucoup de mal, mais elle prouve infailliblement une chose: C'est que les peuples du monde entier ne permettront pas que la théorie kominformiste de Longo, se-

lon laquelle la guerre entre les pays est une question intérieure des pays intéressées, se mette à régner dans le monde.

L'AGENCE TASS a donné dernièrement une information intéressante sur un nouveau partage de la Bulgarie. Cette information a tout de suite été publiée et accompagnée de commentaires révoltés, tout d'abord par l'«Izvestia» et la «Litteratura Gazeta», puis aussi par les journaux italiens «Avanti» et «Paese», et enfin par tous les autres journaux et postes d'émission kominformistes à la file.

Cette nouvelle de l'agence soviétique assure que «les américains avaient offert la moitié de la Bulgarie à Tito».

Le membre de l'appareil de propagande kominformiste qui a inventé cette nouvelle ne s'y connaît pas mal en propagande. Il savait que cette nouvelle exciterait inévitablement la révolte de tous les partisans de la politique de direction soviétique, non pas parce que quelqu'un s'avise de donner en cadeau un territoire qui ne lui appartient pas, ni parce qu'une grande puissance s'arroge ce droit. Mais comment une grande puissance, l'Amérique, oserait-elle partager un pays que d'autres grandes puissances, l'URSS et la Grande Bretagne ont déjà partagé entre elles? Puisque Staline et Churchill ont déjà partagé en 1944 les sphères d'intérêt en Bulgarie sur la base de 80% contre 20%, d'où vient à Acheson la témérité d'effectuer un nouveau partage?

D. T.

## Revue de la POLITIQUE MONDIALE

est une revue bi-mensuelle éditée par l'Association des Journalistes yougoslaves

★  
Abonnement annuel: 800 frs. fcs.

★  
Les abonnements sont reçus à la Association des Journalistes yougoslaves, Terazije 31, Beograd III.

★  
(Compte — courant Banque Nationale FNRJ N° 103-90633)  
Boîte postale 125